L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 15 NOVEMBRE 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 43, rue de Chartres.

Journal Officiel de l'Etat, du Conseil-Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de [illegible]

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 15 NOVEMBRE,

Nous espérons que l'on combattra vivement le projet de loi avant l'adoption définitive. Chacun a son point de vue où l'on se place, on peut avoir tort ou raison, être près de la vérité ou de l'erreur, mais nous ne comprenons pas celui qui cherche à exciter l'animosité populaire contre une loi sanctionnée par le vote des deux Chambres, après de longues délibérations, et ratifiée par le chef du pouvoir exécutif, contre une loi surtout qui ne viole aucune des garanties constitutionnelles et n'a d'autre objet que la conservation, le rapprochement des partis hostiles, la concorde, l'union des citoyens et des intérêts.

Telle est le but du compromis qui est aujourd'hui soumis au pays.

Quelle transaction proposée au Sénat pour mettre fin à de déplorables dissentions, aurait trouvé des adversaires au sein de cette assemblée et à terre, cela se conçoit, que ces derniers aient mis tout en œuvre pour prévenir l'adoption de la loi, nous le comprenons encore, car autrement ils n'auraient pas été conséquents avec eux-mêmes. Mais que cette hostilité et ces rancunes se prolongent après le vote définitif, voilà ce que nous avons peine à concevoir et ce qui nous paraît de légitimes appréhensions pour le repos du pays.

Les meneurs des esclaves fugitifs a certainement trouvé trop susceptibilités du Nord, et cependant la plupart des hommes sages et vraiment patriotes de ce pays-là et l'Union l'ont acceptée sans murmurer, et ils engagent à cette heure les récalcitrants à s'y soumettre. Ce qui n'est pas récemment à Boston a profondément affligé les amis de la Union. Deux agens munis de pleins pouvoirs se présentent pour procéder à l'arrestation de trois esclaves évadés de la Georgie. Que la populace cherche à empêcher l'accomplissement de leur devoir, c'est ce qu'on ne peut pas croire. On les arrête sous prétexte qu'ils n'ont pas le droit également d'un citoyen du Massachusetts et on les met sous les verrous. Ils sont là, prisonniers, il est vrai, mais ils sont obligés de payer un cautionnement exorbitant. Les gens sages se sont empressés de quitter Boston et de se retirer chez eux.

Le commerce de Boston ne va-t-il pas aussi déserter le Sud ? La loi du Congrès est-elle donc si peu efficace, et n'a-t-elle pas, à Massachusetts et de la Caroline ? Eh bien ! cette loi est consommée. Que ferez-vous maintenant et pourquoi prolonger une agitation sans but ? Le Congrès lui-même ne peut pas revenir sur un fait accompli. La Californie est de par la volonté nationale un Etat indépendant. Elle échappe à votre contrôle, elle est libre, elle est souveraine. Mais le Texas, nous direz vous ? Le Texas accepte la proposition du Congrès, et s'il lui plaît de céder une partie de son territoire, avez-vous le droit de vous y opposer ? Le Texas est parfaitement libre d'agir comme bon lui semble, et, convenez-en, vous n'avez pas dans votre barbe de la maison, ni votre voisin non plus de modifier l'acte des Bostoniens s'efforçant de le faire.

Ainsi donc les censures de l'aveuglement, de l'injustice ne sauraient nous pas de moindres reproches à adresser au Sud. On dirait vraiment que le Sud n'a qu'à vouloir la ruine de la République, et qu'en attaquant sans relâche la liberté d'action, on veut